

Nécessité d'une loi-cadre fédérale

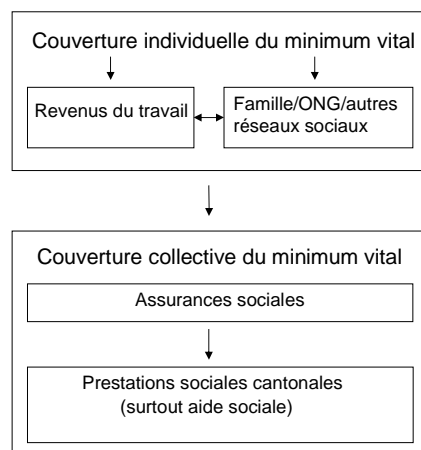


Journée nationale CSIAS „La loi-cadre fédérale pour la couverture du minimum vital“

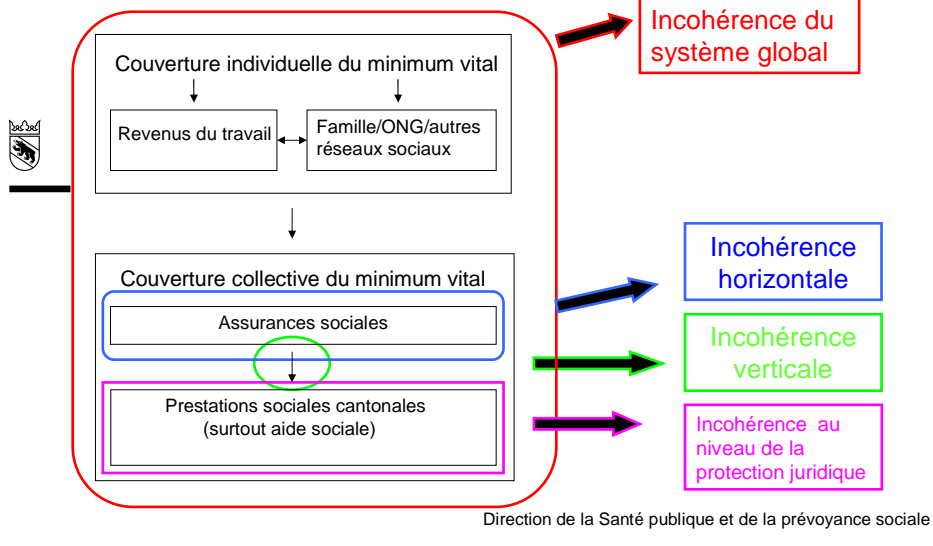
12 mars 2009, Palais des Congrès Bienne

Pascal Coullery, Secrétaire général adjoint, Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de BE

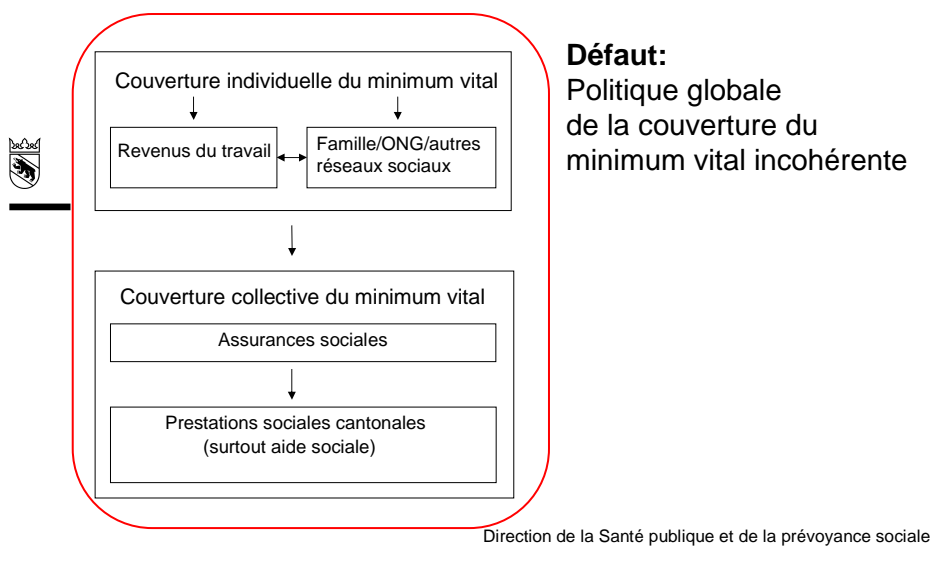
Point de départ: le modèle suisse de la couverture du minimum vital



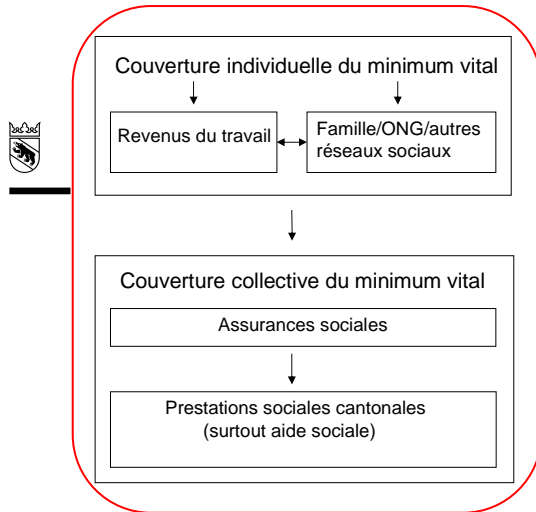
Les raisons pour une loi-cadre fédérale sur la couverture du minimum vital: vue d'ensemble



1. Niveau d'incohérence: incohérence du système global



1. Niveau d'incohérence: incohérence du système global

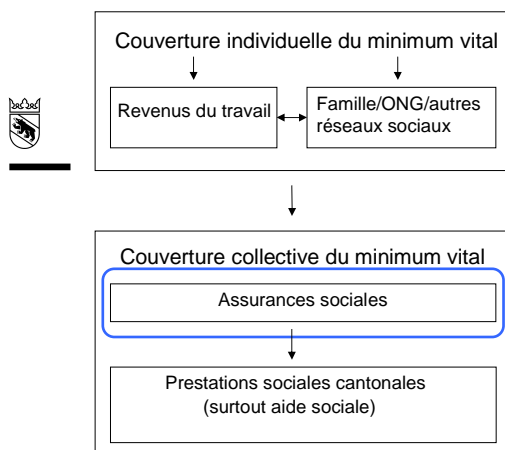


Domaines de réglementation d'une loi-cadre possibles:

- Conditions de travail précaires
- Compatibilité entre famille et travail
- Définition théorique du minimum vital
- Avances de pensions alimentaires

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

2. Niveau d'incohérence: incohérence horizontale

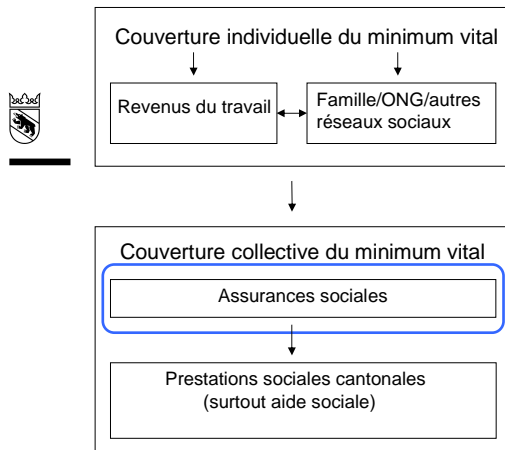


Défauts du système des assurances sociales:

- Eclatement en 10 branches d'assurance sociale
→ manque de coordination
- Causalité marquée
→ manque de flexibilité

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

2. Niveau d'incohérence: incohérence horizontale



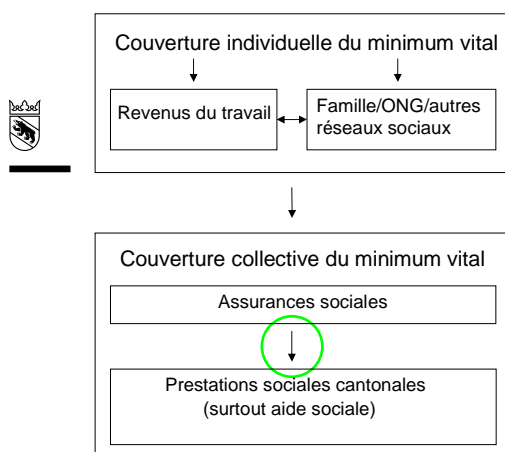
Domaines de réglementation d'une loi-cadre possibles:

Définition d'une „parenthèse“ commune des assurances sociales

→ Harmonisation de terminologies, risques, prestations et procédés

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

3. Niveau d'incohérence: Incohérence verticale



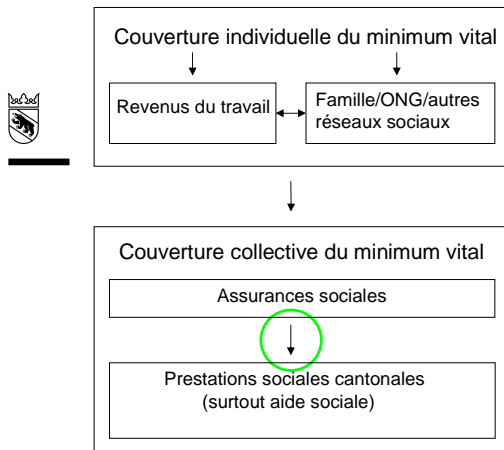
Défauts dans la relation assurances sociales/ prestations sociales cantonales:

- Révisions isolées des assurances sociales
- Aide sociale assume de manière croissante des risques structurels de pauvreté

→ Pas de coordination sémantique avec l'aide sociale

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

3. Niveau d'incohérence: Incohérence verticale



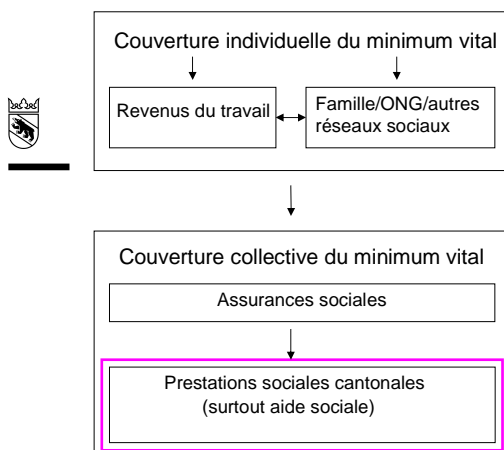
Domaines de réglementation d'une loi-cadre possibles:

Renforcer la finalité des assurances sociales

→ Développement des modèles de PC

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

4. Niveau d'incohérence: incohérence dans la protection juridique relative à l'aide sociale



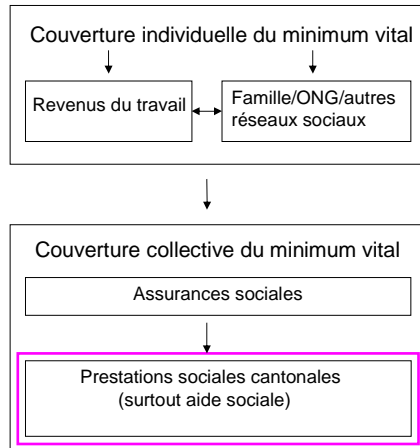
Défauts au niveau de la protection juridique

... dans le droit d'aide social cantonal

- Faible densité des normes surtout dans le domaine des prestations
- Caractère contraignant dans le droit des normes CSIAS incertain

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

4. Niveau d'incohérence: incohérence dans la protection juridique relative à l'aide sociale



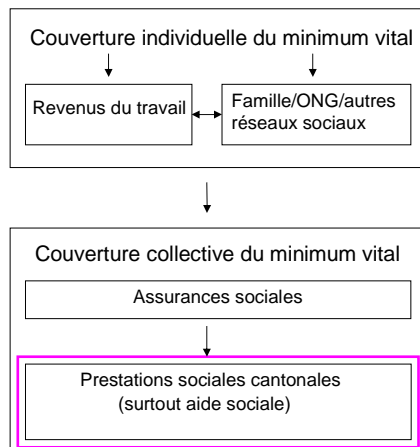
Défauts au niveau de la protection juridique

... de la Constitution

- Interprétation restrictive de l'art. 12 Cst par le Tribunal fédéral
- Violation de la législation cantonale n'est pas un motif pour un blâme
- Nombreuses décisions irrecevables en raison d'un manque de motivation du recours

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

4. Niveau d'incohérence: incohérence dans la protection juridique relative à l'aide sociale



Domaines de réglementation d'une loi-cadre possibles:

Standards minimaux dans l'aide sociale:

- dans le domaine des prestations
- dans l'organisation (régionalisation, professionnalisation)

Direction de la Santé publique et de la prévoyance sociale

Conclusion: Pourquoi une loi-cadre fédérale? Car...

... la couverture sociale du minimum vital doit devenir le pivot de la sécurité sociale!



... la couverture sociale du minimum vital requiert une stratégie globale!